Bonjour,

D'abord, bien que tardifs, tous mes vœux de santé et de bonheur pour l'année qui débute.

Trouvez ci-dessous mon article pour février 2023.

Cordialement,

André Charguéraud

1944-1945

Les Alliés se déchargent sur le CICR de leurs responsabilités envers les derniers survivants.

Pendant la dernière année de la guerre les Alliés ont multiplié les appels mais ils ont continué à refuser toute aide alimentaire ou financière nécessaires au CICR. Les déclarations des acteurs de l'époque sont édifiantes. Une situation trop souvent méconnue.

Dans le journal de Goebbels daté du 5 mars 1945 on peut lire : « Le Führer s'élève vivement contre l'idée de secourir les prisonniers de guerre anglo-saxons, qui ont été transférés de l'Est vers les environs de Berlin. Il s'agit d'environ 78 000 hommes, dont on ne peut plus prendre soin et qui sont victimes de poux et souvent de dysenterie.[1] Dans les conditions du moment, on ne peut leur venir en aide. Peut-être serait-il possible de mettre la Croix-Rouge de Genève dans le coup pour leur procurer à nouveau des éléments sommaires d'existence ». Hitler abandonne les prisonniers de guerre, malgré les Conventions de Genève qu'il a jusqu'à présent respectées dans l'ensemble. Pour Goebbels la seule solution possible est de faire appel au CICR.

Le 23 février 1945, le War Refugee Board (WRB) mis en place par Roosevelt en janvier 1944 pour se porter au secours des réfugiés et des détenus civils, s'avoue impuissant : « La Croix-Rouge internationale est notre seul moyen de contact direct avec les camps. C'est de Suisse que les opérations peuvent être le mieux dirigées ».[2] Les Allemands comme les Alliés déclarent forfait. Ils se sont défaussés de leurs responsabilités et s'en remettent à la Croix-Rouge. Le CICR, une organisation non gouvernementale (ONG) comme on l'appellerait aujourd'hui, est seule en première ligne et tous les secours reposent sur ses épaules. Il lui est demandé de prendre en charge les prisonniers de guerre alliés, de ravitailler les détenus des camps de concentration, d'empêcher que les uns comme les autres ne soient exécutés, de secourir et de protéger les prisonniers lancés sur les routes du Reich.

Pour répondre, même très partiellement aux attentes des Alliés et des Allemands, il faut au CICR un financement important, des approvisionnements massifs et des moyens de transport lourds et sécurisés ainsi que l'accès aux camps de concentration.

Dès le début 1944 ces besoins impératifs sont reconnus. Le Congrès juif mondial demande au WRB un soutien massif pour le CICR. « Des navires pour transporter des approvisionnements vers les camps d'internement… un assouplissement du blocus allié des colis d'alimentation vers les camps de travail, des fonds pour le CICR ».[3] Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères britanniques, se préoccupe avant tout du sort des prisonniers de guerre. Il écrit le 21 août 1944 qu'il compte beaucoup sur la Suisse pour empêcher que l'Allemagne prise de folie furieuse avant la défaite totale ne laisse mourir de faim ou n'extermine les prisonniers de guerre britanniques ou américains.[4] La même angoisse étreint Nahum Goldmann, un des dirigeants du Congrès juif mondial. Au cours d'une conférence de presse le 24 mars 1944 il exprime sa crainte de voir « pendant la période qui précédera l'écroulement de l'Allemagne se tenir le chapitre le pire de cette tragédie. Les nazis en retraite essaieront d'exterminer les Juifs avant de se replier ».[5] Il demande au CICR d'intervenir.

Le CICR est pleinement conscient de l'imminence d'un désastre. Une note du 30 juin 1944 du siège genevois du CICR à sa délégation à Washington montre que malgré l'existence du WRB rien n'a changé et le blocus décrété par es Aliés reste en place. « Le CICR a déjà souligné la nécessité de recevoir des envois de vivres des pays d'outre-mer pour pouvoir entreprendre une action de secours générale dans les camps de concentration… Or les autorités américaines n'ont toujours pas fait connaître leur attitude à cet égard …. » Et le CICR d'ajouter « qu'il désire connaître d'urgence la décision du War Refugee Board ».[6] Les approvisionnements n'arriveront en quantités appréciales que bien tardivement, à la fin de l'année.[7] Il ne faut pas s'en étonner. Eden demande au CICR de se préoccuper du sort des prisonniers de guerre, mais il s'en tient à une application ferme de l'embargo sur les transferts de devises destinées à financer les opérations de sauvetage. Dans une note du 10 mars 1944 il écrit : « si nous donnons notre accord pour que des sommes soient remises au CICR, nous risquons de nous engager dans le relâchement de notre blocus financier et cela pourrait devenir un avantage réel pour l'ennemi ».[8] Cet avantage potentiel serait resté bien mince, compte tenu des sommes relativement modestes en question. La politique alliée qui demande au CICR de ravitailler les détenus civils des camps de concentration, mais lui refuse toute aide, n'est pas raisonnable et n'a que trop duré.[9]

Le général Eisenhower aurait pu intervenir. Il est catastrophé de la sauvagerie et de la bestialité des nazis telles qu'il les a découvertes à la libération des camps de concentration. Il n'ignore pas où se trouvent les principaux centres, et pourtant il refuse d'ordonner des missions spéciales pour libérer ces camps en priorité. Des opérations pourtant plus faciles à organiser et moins risquées que celles de bombarder Auschwitz au cours de l'été 1944 pour détruire les chambres à gaz et les fours crématoires.[10]

On peut toutefois se poser la question de savoir si l'envoi quelques semaines avant leur libération de parachutistes sur Dachau ou Bergen-Belsen aurait permis d'épargner des vies. Certains historiens suggèrent que de telles interventions auraient « pu sauver des dizaines, peut-être des centaines de milliers de vies ».[11] Une hypothèse hasardeuse sans le moindre début de certitude.

En agissant ainsi Eisenhower s'est conformé à la politique que les Alliés ont toujours poursuivie du « sauvetage par la victoire ». Une politique bien résumée par le ministre des Affaires étrangères américain Cordell Hull. Pour lui, non seulement un sauvetage est irréaliste, mais il risque de freiner l'effort de guerre et il devient donc condamnable. Il martelle cette position à l'Emergency Conference to save the Jews of Europe en juillet 1943 : « Vous admettrez qu'aucune mesure n'est acceptable si son but n'est pas la destruction de la tyrannie nazie ; et la seule réponse complète, c'est la défaite de Hitler et la destruction du système nazi. »[12] Soit, mais puisque les Alliés demandent au CICR d'intervenir, alors ils doivent tout faire pour l'aider à accomplir la tâche qu'ils lui ont confiée. Ce n'a pas été le cas. Malgré cette carence coupable, le CICR de Genève et la Croix-Rouge de Suède ont obtenu quelques résultats. Ils auraient certainement été très supérieurs s'ils avaient bénéficié d'un puissant soutien logistique des Alliés.

Copyright Marc-André Charguéraud. Genève 2023

---

[1] Les poux sont le vecteur du typhus.

[2] STAUFER, p. 329.

[3] PENKOVER in FINGER, p. 10.

[4] FAVEZ, p. 338.

[5] LOOKSTEIN, p.186.

[6] CICR avril 1947, p. 60.

[7] Fallait-il attendre la Libération de la France pour acheminer les secours ?

[8] WASSERSTEIN 1979, p. 325. Les fonds du CICR aux Etats-Unis et en Grande Bretagne furent bloqués dès le début des hostilités.

[9] CHARGUERAUD 1999, p. 61 et ss détaille cette attitude alliée inconséquente.

[10] Le refus de bombarder Auschwitz a été souvent et longuement reproché aux Alliés.

[11] HILLIARD, p. 1.

[12] FRIEDMAN 1984, p. 30. *New York Times* du 26 juillet 1943.